

## Un manque de temps

Sur [le site du ministère](#), on lit que le ministre de l'éducation nationale « a confié à une mission "exigence des savoirs" le soin d'identifier les principales mesures à prendre pour rehausser le niveau scolaire des élèves, de la maternelle au lycée, et de lui proposer un plan d'action opérationnel pour les mettre en œuvre. » Cette mission s'est déployée sur 8 semaines. Le 23 novembre, Gabriel Attal a annoncé sur les réseaux sociaux « un plan complet pour un véritable choc des savoirs », dévoilé le 5 décembre. L'APMEP s'inquiète, tant quant au fond que quant à la forme.

D'une part, le délai de cette mission semble dérisoire : comment, en 8 semaines, faire croire que la situation actuelle de l'école est réellement observée et analysée ? Est-on sérieux quand on prétend trouver des solutions en moins de 2 mois, à des problèmes qui datent de décennies et qui existent à l'échelle internationale ?

D'autre part, le positionnement du ministre, qui s'exprime beaucoup à la première personne, pose question. L'éducation nationale n'est pas un faire-valoir pour construire une image politique. Elle est un des cœurs de notre société, et elle a besoin d'attention, de réflexion, de courage et de cohérence.

Enfin, la méthode suivie rend perplexe : quelle logique lit-on dans les annonces distillées dès le 5 octobre, dans le même temps que des soi-disant consultations et concertations ? Et quid de la prise en compte des résultats de la recherche internationale ?

L'APMEP réaffirme les positions qu'elle a tenues lors des auditions qui lui ont été proposées dans le cadre de cette mission (voir notre compte-rendu de l'audition [avec le groupe de travail « Collège »](#)). L'éducation nationale, de l'école maternelle à l'université, sans oublier le lycée professionnel particulièrement malmené, mérite mieux que des effets d'annonce.